

LE CHOIX DE LA VIE

POUVEZ-VOUS CHANGER L'ÉCOLE, MONSIEUR BLANQUER ?

« *Pas réformable.* » L'expression lâchée par le président Macron à Bucarest, le 24 août, visait la France en général. Elle s'applique donc, et de manière emblématique, à l'Éducation nationale.

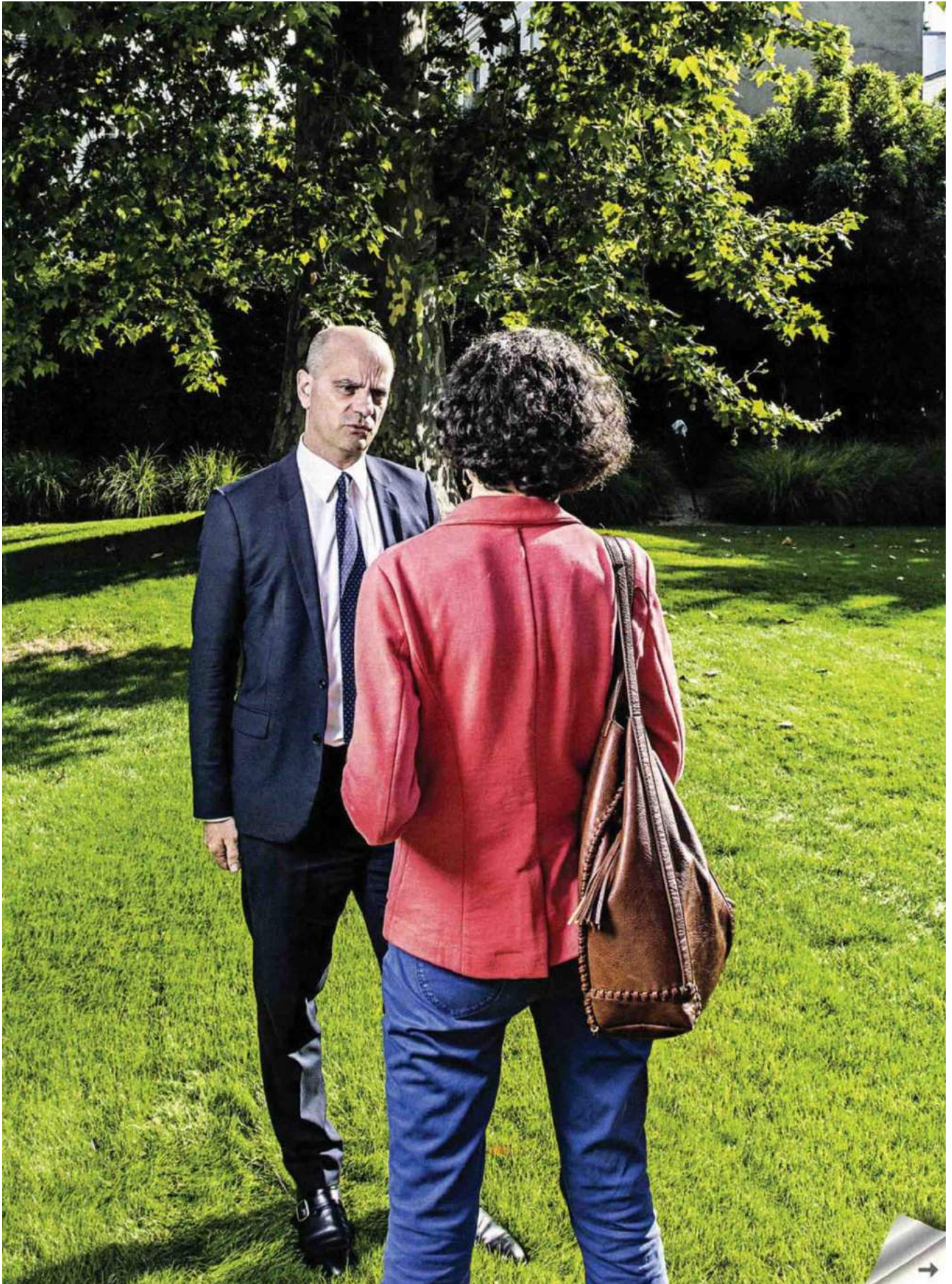
Paradoxalement, les réformes y succèdent aux réformes au même rythme que les indicateurs internationaux (niveau des élèves, inégalités des chances...) semblent rendre compte d'une lente catastrophe.

Par-delà les oppositions médiatiquement entretenues (pédagogistes contre conservateurs, pragmatiques contre idéalistes...), tous conviennent que la situation n'est plus tenable. La République est-elle encore capable d'inverser la donne ?

La nomination de Jean-Michel Blanquer s'inscrit dans l'ambitieux mouvement de rupture que prétend incarner le nouveau Président. Dans un secteur aussi sensible pour les Français que l'éducation, il lui est tout simplement interdit de ne pas réussir. Quels sont ses projets, ses limites, ses atouts ? Notre reporter, Stéphanie Combe, l'a rencontré et *La Vie* ouvre le dossier.



ESC. CASABAT, RENCOUANTO POUR LA VIE





« Je veux inventer un modèle entre excellence et bienveillance »

LA RENTRÉE DE M. BLANQUER

LA VIE. Parmi toutes les mesures annoncées pour la rentrée, laquelle vous semble la plus fondamentale ?

JEAN-MICHEL BLANQUER. C'est le dédoublement des classes de CP dans les zones d'éducation prioritaire, ce qui correspond à 2500 classes de plus. C'est une mesure emblématique d'une politique plus générale qui donne la priorité à l'école primaire pour que tous les élèves aient intégré les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter, mais aussi sachent respecter autrui). Actuellement, 20 % des enfants quittent l'école primaire sans les maîtriser et 80 % des élèves « décrocheurs » étaient déjà en difficulté au CP. Il faut donc agir à la racine de la difficulté scolaire, dans les premières années de la scolarité.

Après un quinquennat qui avait sanctuarisé l'Éducation nationale, on s'interroge sur la volonté politique d'Emmanuel Macron à l'égard de la jeunesse. Comment avez-vous perçu le fait que le ministère passe de la 3^e à la 11^e place ?

J.-M.B. L'éducation est le premier des chantiers, le président de la République en est convaincu et l'a déjà affirmé à plusieurs reprises. Il n'y a pas de corrélation entre l'ordre protocolaire des ministères et le montant de leurs budgets. Le Premier ministre l'a d'ailleurs annoncé, le budget de l'Éducation nationale fera partie des budgets prioritaires.

Mais, avec 75 millions d'euros de budget en moins en 2017, est-il possible de mener une politique ambitieuse pour l'école ?

J.-M.B. L'Éducation nationale contribue à l'effort général qui permet de tenir nos engagements budgétaires. Ces 75 millions représentent 0,1 % du budget du ministère, ce que nous sommes parfaitement capables de gérer. Le véritable sujet porte plutôt sur l'efficacité de la dépense. Il faut faire évoluer

qualitativement notre système en répondant mieux aux besoins des élèves. Nous avons les moyens de cette ambition, comme le montrera le budget 2018, qui sera augmenté de 1,2 milliards d'euros (voir l'encadré page 19).

Dès cette rentrée, un tiers des communes, essentiellement rurales, reviennent à la semaine des quatre jours, soit un quart des élèves du premier degré. N'est-ce pas dommageable pour les enfants de ces territoires ?

J.-M.B. Non, personne n'y perdra, et surtout pas les élèves : les études ont montré que la semaine de quatre jours ou de quatre jours et demi n'a pas d'impact sur les résultats scolaires. La qualité pédagogique du professeur reste le facteur déterminant. Face à une situation déjà très hétérogène d'une école à l'autre et très compliquée pour certaines collectivités, le président de la République a souhaité donner une liberté nouvelle. Notre engagement sera de rester attentif à la qualité des activités périscolaires.

« L'égalitarisme joue contre l'égalité », écrivez-vous dans votre ouvrage *L'École de demain* (Odile Jacob, 2016). La formule a fait grincer des dents. En quoi l'égalitarisme serait-il l'ennemi du service public ?

J.-M.B. Je suis un défenseur absolu du principe d'égalité et j'aimerais sortir des débats manichéens. Bossuet fustigeait déjà les hommes qui se plaignent de maux dont ils chérissent les causes. C'est précisément parce que je suis attaché à l'égalité que je suis très attentif aux mécanismes sociaux et économiques qui la créent. Les politiques scolaires uniformisantes ont souvent accentué les inégalités, car l'égalitarisme ne tient compte ni de la réalité des élèves ni de la diversité des situations. Nous sommes tous différents, et c'est une chance ! C'est pour cela qu'il nous faut davantage personnaliser les parcours pour amener chaque enfant au meilleur de lui-même. Si un élève éprouve une difficulté, il doit pouvoir bénéficier d'une attention particulière pour la surmonter. S'il a un talent, l'école doit l'aider à le développer. Chaque élève a des points forts et des points faibles. D'où l'enjeu de la différenciation pédagogique, équilibre entre des enseignements communs et des enseignements choisis par l'élève. C'est une évidence au XXI^e siècle, une nécessité pour moderniser le système éducatif français et redonner confiance en l'école.

Une carrière dans l'enseignement

1964 Naissance à Paris.

1989 DEA en science politique à l'IEP de Paris.

1993 Docteur en droit.

1996 Agrégé de droit public.

2004-2006 Recteur de l'académie de Guyane.

2006-2007 Directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien.

2007-2010 Recteur de l'académie de Créteil.

2010-2013

Directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

2013-2017 Directeur général de l'Essec (École supérieure des sciences économiques et commerciales).

Voir aussi le portrait du ministre sur www.lavie.fr



LA RENTRÉE DE M. BLANQUER

Au collège unique, vous préférez substituer un « collège commun ». Si, sous couvert de personnaliser les parcours, la formation varie selon les territoires, les établissements, les enseignants, que reste-t-il de commun en réalité ?

J.-M.B. Votre description ne correspond pas au risque d'une situation future, c'est le constat de la réalité présente. Les inégalités existent, produites par une uniformisation qui a tiré l'école vers le bas.

Ceux qui sont soutenus par leur famille s'en sortent bien ; les autres ont plus de mal. Là encore, on peut se payer de mots, plaider pour un *statu quo* et continuer à creuser les inégalités. Je préfère nommer les problèmes et les traiter afin de donner plus à ceux qui ont besoin de plus. La vision que j'ai du collège est donc celle d'un établissement plus autonome, capable de définir un projet académique dans un esprit de confiance envers l'équipe éducative.



LE CHOIX DE LA VIE

Vous avez aussi évoqué l'idée de revoir les vacances scolaires, un serpent de mer qui suscite les passions...

J.-M.B. Je crois que nous devons réfléchir aux temps de l'enfant au XXI^e siècle. Cela inclut en effet la question du rythme scolaire, de l'alternance de travail et de repos à l'échelle de la semaine, mais, question plus cruciale encore, à l'échelle de l'année ! L'enjeu, sur cette question, est d'avancer avec pragmatisme et d'avoir toujours à l'esprit l'intérêt de l'enfant.

Le numérique à l'école représente un vaste chantier puisque trois quarts des collèges ne sont pas encore équipés et que les professeurs sont trop peu formés. Jusqu'où entendez-vous aller ?

J.-M.B. Le numérique est la grande révolution de notre temps. Il n'inclut pas seulement les écrans, mais aussi d'autres domaines d'innovation comme la robotique et l'intelligence artificielle, qui interrogent : un monde de plus en plus technologique peut-il être de plus en plus humain ? La réponse ne va pas de soi. Le mot-clé est celui de discernement, puisque le numérique peut être utilisé, comme la langue selon Ésope, pour le meilleur et pour le pire. Les écrans peuvent avoir un intérêt pédagogique et être un atout formidable pour les élèves les plus fragiles et en particulier pour les élèves en situation de handicap. Je suis donc favorable à un usage ciblé et progressif de ces technologies à l'école primaire pour permettre aux élèves de se familiariser avec les outils numériques tout en les responsabilisant.

Mais le numérique peut aussi susciter une évolution pédagogique, introduire des usages nouveaux, telle que la classe inversée, qualifiée de pratique antidémocratique par certains...

J.-M.B. La pédagogie inversée consiste à guider l'élève dans la recherche de connaissances, en ligne par exemple (consultations de cours, de vidéos, exercices corrigés, etc.), puis à vérifier, en classe, leur assimilation. Elle rend l'élève acteur. Mais cette logique est vertueuse si – et seulement si – les élèves disposent, en dehors des cours, de conditions favorables pour apprendre. Ainsi, afin de ne pas pénaliser les enfants qui ne bénéficieraient pas d'un environnement favorable à la maison, la mesure « devoirs faits » leur permet de rester à l'école en études dirigées pour faire les exercices demandés par les professeurs, revoir leurs leçons, écouter un cours en ligne et rentrer chez eux « devoirs faits ».

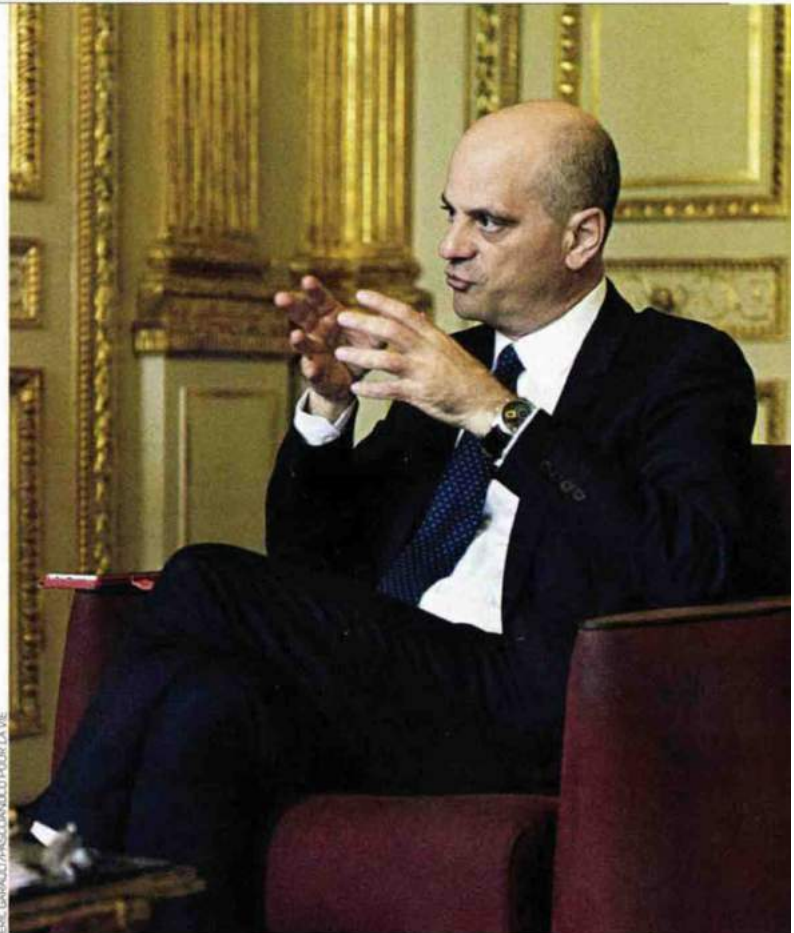


FOTO: GABRIELE FRACCONDO POUR LA VIE

Cette mesure, qui sera introduite après les vacances de la Toussaint, peut être l'occasion d'initier plus justement des dispositifs de classe inversée.

« Plus les sociétés croient au mérite, comme aux États-Unis, plus elles tolèrent les inégalités sociales. » Êtes-vous d'accord avec cette affirmation de François Dubet ?

J.-M.B. Pas du tout ! L'aléa du tirage au sort est-il plus satisfaisant ? C'est grâce au mérite que l'ascenseur social fonctionnera à nouveau. Et d'ailleurs je préfère parler d'escalier social pour insister sur l'effort individuel. Remettre en cause la méritocratie revient à attaquer le sens même du pacte républicain. Faut-il rappeler que c'est une notion au cœur de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ?

« Nous avons besoin d'une approche multifactorielle, de développer une pensée complexe, de sortir des caricatures et du manichéisme. »

Le mérite est fondamental et à cultiver ; il répond au besoin propre à l'homme de se dépasser. La société française aspire à sortir de ces clivages stériles auxquels certains s'accrochent. Nous avons besoin d'une approche multifactorielle, de développer une pensée complexe, de sortir des

LE CHOIX DE LA VIE

caricatures et du manichéisme. À l'école, nous voulons désormais conjuguer l'égalité et l'excellence, le mérite et la coopération. Et cela se fera d'abord au service des élèves les plus fragiles.

Pourtant, deux visions se dessinent en éducation : celle des pays asiatiques, fondée sur le savoir, la répétition, la concurrence, et celle des pays nord-européens, centrés sur l'épanouissement de l'enfant. Ne faut-il pas choisir ?

J.-M.B. Justement, non ! Je prône une troisième voie qui dépasserait ces clivages et prendrait ce qu'il y a de meilleur dans chaque terme de l'opposition. C'est l'alchimie du futur ! Aucun système n'est parfait : les pays asiatiques font subir une pression excessive aux élèves ; les pays nord-européens et nord-américains accusent parfois un affaïssement des exigences. Mais il est possible de parvenir au meilleur en mêlant aux pédagogies rigoureuses et intensives, innovation et sens de la créativité. Le travail et le plaisir doivent aller ensemble, car le désir d'apprendre est essentiel en pédagogie. Singapour tente cette synthèse actuellement. Cette expérience mérite toute notre attention, même si chaque modèle éducatif s'inscrit dans une culture et une tradition différentes. Mon projet est d'inventer pour l'école en France un modèle spécifique entre excellence et bienveillance.

Mais est-il réellement applicable ?

J.-M.B. Oui, la France est la mieux dotée pour y parvenir. Elle peut s'appuyer sur une magnifique tradition scolaire, faite de culture, d'esprit critique,

À LIRE



Tous les élèves peuvent réussir I, de Monique Aquilina, Bayard, 2017.

Issue d'un milieu ouvrier marseillais, cette professeure d'EPS devenue proviseure a passé 17 ans en éducation prioritaire. Avec sa verve et sa conviction, elle distille les expériences qui ont fait leurs preuves et pointe l'enjeu d'une alliance de tous les acteurs autour de l'enfant.

Elle dénonce un système qui transforme les enseignants en exécutants ballottés d'ordres en contre-ordres ministériels, au gré des réformes, lubies pédagogiques et alternances politiques.

Bonnes nouvelles de l'école,

d'Emmanuel Vaillant, Lattès, 2017.

Ils ont en commun d'allier discipline et pédagogie. Ces enseignants s'adaptent à leur public et aux moyens nouveaux : coopération entre élèves, « twictée » (140 signes écrits par le groupe, corrigés par une classe miroir), plans de travail personnalisés... Cette enquête réalisée aux quatre coins de France empêche de désespérer.



L'Éducation nationale, une machine à broyer,

d'Isabelle Dignocourt, Le Rocher, 2017.

Elle aussi fille d'ouvriers, cette professeure de lettres du Pas-de-Calais revient sur ses « 25 ans de carrière, 13 ministres ».



de progrès par le savoir. Et elle a tout pour s'ouvrir encore plus sur l'innovation et la créativité, qui devraient devenir les deux mamelles de la France. Nous sommes le pays de Descartes et de Picasso. C'est le modèle du futur sur lequel je veux bâtir l'école de la confiance.